



# Le Quotidien

Statistique Canada

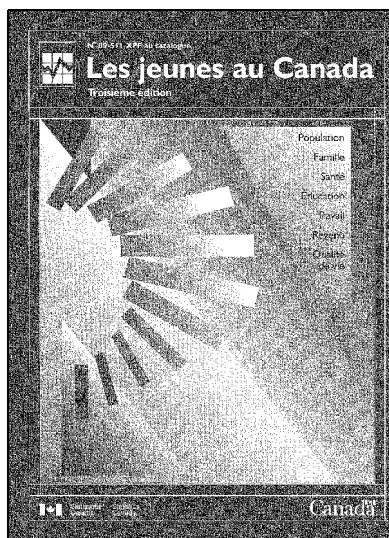
Le mercredi 30 octobre 2002

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Revenu familial, 2000** 3  
Le revenu après impôt s'est accru pour une cinquième année d'affilée en 2000, et les familles monoparentales ayant à leur tête une femme ont enregistré le pourcentage d'augmentation le plus élevé. Parallèlement, le nombre de familles à faible revenu est tombé à son plus bas niveau en une décennie, tandis que le taux de faible revenu a atteint son plus faible niveau depuis 1989.
- **Services correctionnels pour adultes, 2000-2001** 7  
Un jour donné en 2000-2001, une moyenne de 31 500 adultes purgeaient une peine dans un pénitencier fédéral ou dans une prison provinciale ou territoriale. Ce nombre est demeuré inchangé par rapport à celui enregistré en 1999-2000. Ce compte moyen est inférieur au sommet de 33 800 atteint en 1995-1996 et est le plus faible observé depuis 1992-1993.

(suite à la page 2)



### Les jeunes au Canada 2001

La troisième édition de la publication *Les jeunes au Canada* trace un portrait statistique détaillé de la population âgée de 15 à 19 ans. Cette publication fournit des données exhaustives sur la situation familiale et les modalités de vie, la santé, l'éducation, le travail rémunéré et non rémunéré ainsi que le revenu et les loisirs des jeunes canadiens à une période de transition considérée parfois difficile.

Ce rapport de 85 pages renferme également des données distinctes décrivant l'expérience des jeunes immigrants et des jeunes autochtones de ce groupe d'âge.

L'édition de 2001 de la publication *Les jeunes au Canada* (89-511-XPF, 39 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Josée Normand au (613) 951-4165 ([normjos@statcan.ca](mailto:normjos@statcan.ca)), Division des statistiques sociales, du logement et des familles. Télécopieur: (613) 951-0387.



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

---

## **AUTRES COMMUNIQUÉS**

---

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, septembre 2002	10
Enquête sur l'industrie de la construction, 2000	10
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois, août 2002	12
Scieries et ateliers de rabotage, août 2002	12

---

## **NOUVEAUX PRODUITS**

---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Revenu familial

2000

En 2000, le revenu après impôt s'est accru pour une cinquième année d'affilée. Les familles monoparentales ayant à leur tête une femme ont obtenu le pourcentage d'augmentation le plus élevé du revenu après impôt, principalement en raison de l'amélioration de leur revenu du marché. Leur revenu moyen après impôt était estimé à 29 081 \$, soit 8,4 % de plus qu'en 1999. Cependant, il est demeuré inférieur au revenu moyen après impôt des familles monoparentales ayant un homme à leur tête (39 983 \$).

Parallèlement, le nombre de familles à faible revenu est tombé à son plus bas niveau en dix ans, tandis que le taux de faible revenu a atteint son niveau le moins élevé depuis 1989.

Le revenu après impôt des familles de deux personnes ou plus s'est accru pour une cinquième année d'affilée, atteignant 54 725 \$, soit 12 % de plus qu'en 1995.

#### Le revenu du marché connaît une septième année consécutive de croissance soutenue

L'année 2000 a représenté une septième année consécutive de croissance du revenu du marché, cette croissance ayant été soutenue principalement par les conditions du marché du travail. Le revenu moyen du marché des familles de deux personnes ou plus était estimé à 61 634 \$ en 2000, en hausse de 18,6 % par rapport au creux de 51 947 \$ enregistré en 1993, ce qui équivalait à une croissance moyenne d'une année à l'autre de 2,5 % durant sept ans.

Les familles biparentales ont vu leur revenu moyen du marché progresser pour une quatrième année consécutive. En 2000, leur revenu moyen du marché était de 73 175 \$, en hausse de 20 % depuis 1993.

Tous les principaux types de familles ont vu croître leur revenu du marché de 1999 à 2000, mais c'est le revenu du marché des familles monoparentales ayant une femme à leur tête qui a le plus progressé (+15 %).

#### Les impôts sur le revenu augmentent alors que les transferts gouvernementaux diminuent

En moyenne, les familles de deux personnes ou plus ont payé 13 592 \$ d'impôt sur le revenu, soit 835 \$ ou 6,5 % de plus qu'en 1999. En 2000, les personnes seules ont payé 5 169 \$ d'impôt sur le revenu en moyenne, soit 12,9 % de plus qu'en 1993.

En 2000, le quintile des familles ayant le revenu le plus élevé ont payé, en moyenne, 34 708 \$ d'impôt

#### Note aux lecteurs

Le présent communiqué se fonde sur les données de deux enquêtes auprès des ménages, soit l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) et l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC). Les données antérieures à 1996 sont tirées de l'EFC, tandis que celles portant sur 1996 et sur les années subséquentes proviennent de l'EDTR.

Pour ce communiqué, les données ont été révisées en fonction des projections démographiques fondées sur le Recensement de 1996. La révision des données chronologiques remonte à 1980.

Tous les chiffres ont été rajustés en fonction de l'inflation. Afin de tenir compte de l'inflation lors des comparaisons des niveaux de revenu dans le temps, toutes les valeurs de revenu sont exprimées en dollars constants de 2000.

Le **revenu du marché** est la somme du revenu d'emploi, du revenu net de travail autonome, du revenu de placements et du revenu de retraite privé. Il est l'équivalent du revenu total moins les transferts gouvernementaux. Il est aussi appelé revenu avant impôts et transferts.

Le **revenu après impôt** est le revenu total comprenant les transferts gouvernementaux, moins l'impôt sur le revenu.

#### Faible revenu

Les **seuils de faible revenu (SFR)** de Statistique Canada établissent le niveau de revenu après impôt avec lequel une famille est susceptible de se trouver dans une situation difficile parce qu'elle doit consacrer une proportion considérablement plus élevée de son revenu aux produits de première nécessité (la nourriture, le logement et l'habillement) que la famille moyenne. Les SFR sont déterminés en fonction de la taille de la famille et de la collectivité.

Bien que les SFR soient souvent appelés des seuils de pauvreté, ceux-ci ne constituent d'aucune façon des seuils officiels de pauvreté. Pour plus de renseignements, consultez l'article «À propos de la pauvreté et du faible revenu» dans le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). Sous la rubrique Méthodes statistiques, dans Méthodes, choisissez Nouvelles enquêtes et documents de travail, puis Article sur la pauvreté et le faible revenu.

sur le revenu, soit 51 % de tous les impôts sur le revenu versés par les familles. Par contre, le quintile des familles ayant le plus bas revenu ont payé, en moyenne, 2 220 \$, ou 3,3 % du total des impôts sur le revenu de l'ensemble des familles.

Les transferts gouvernementaux ont diminué pour une cinquième année consécutive, non seulement pour ce qui est du montant moyen reçu, mais aussi en proportion du revenu total. En 2000, les familles de deux personnes ou plus ont touché 9,8 % de leur revenu total sous forme de transferts gouvernementaux, comparativement à 12,8 % en 1993. Elles ont reçu, en moyenne, 6 683 \$ en transferts gouvernementaux, en baisse de 12,7 % par rapport à 1993, surtout

en raison d'un repli considérable des paiements d'assurance-emploi et d'assistance sociale.

Par ailleurs, la part des transferts gouvernementaux revenant au quintile des familles ayant le plus bas revenu après impôt a augmenté pendant quatre années consécutives, passant de 28 % en 1996 à 31 % en 2000.

### **Inégalité du revenu: le ratio entre les deux extrémités est demeuré pratiquement le même pendant quatre ans**

En 2000, le ratio du revenu moyen du marché reçu par le quintile des familles ayant le revenu le plus élevé par rapport au quintile des familles ayant le revenu le plus faible était de 11,7 à 1, c'est-à-dire que les familles du quintile de revenu le plus élevé avait 11,70 \$ pour chaque dollar qu'avaient celles du quintile de revenu le plus faible.

Par contre, après impôts et transferts, ce ratio était nettement plus bas, soit 5,3 à 1, ce qui traduit l'effet modérateur qu'ont les impôts et les transferts sur les différences entre les deux extrémités de la distribution des revenus.

Le ratio de revenu après impôt entre les deux extrémités de l'échelle est demeuré plutôt stable de 1987 à 1995, soit environ 4,8. Puis il a augmenté en 1996 et 1997, et est resté à environ 5,3 de 1997 à 2000.

### **Moins de familles sont en situation de faible revenu en 2000**

Un nombre estimatif de 666 000 familles de deux personnes ou plus étaient en situation de faible revenu en 2000, en baisse comparativement à 714 000 en 1999. Le taux de faible revenu a aussi reculé, passant de 10,7 % en 1996 à 7,9 % en 2000, soit le plus bas niveau observé depuis 1989, alors qu'il était de 7,5 %.

L'année 2000 a représenté une quatrième année consécutive où le taux de faible revenu était plus bas que celui enregistré en 1999, ce qui traduit une amélioration des conditions économiques durant la fin de la décennie.

Du nombre estimatif de 531 000 familles monoparentales ayant une femme à leur tête, 34 % avaient un faible revenu en 2000, contre 38 % en 1999. Parmi les familles monoparentales ayant une femme à leur tête, quatre sur cinq touchaient un revenu du travail en 2000. De celles qui n'ont pas eu de revenu du travail, 88 % étaient en situation de faible revenu.

Malgré la chute du taux de faible revenu, la situation financière générale des familles en deçà du seuil de

faible revenu est demeurée à peu près la même. Les familles ayant un faible revenu auraient eu besoin, en moyenne, de 6 707 \$ de plus, après impôt, pour échapper au faible revenu.

Les seuils de faible revenu reflètent le besoin d'ajuster les dépenses pour les nécessités de la vie en fonction de la taille de la famille; ils sont plus faibles pour les petites familles et plus élevés pour les grandes. Ils varient aussi selon la taille de la collectivité. Ainsi, en 2000, une famille de quatre personnes dans une ville de 500 000 habitants et plus était considérée comme ayant un faible revenu si son revenu après impôt était inférieur à 29 163 \$. Pour la même famille vivant dans une région rurale, le seuil était de 19 120 \$.

### **Le taux de faible revenu pour les enfants est moindre**

En 2000, un nombre estimatif de 868 000 enfants de moins de 18 ans étaient en situation de faible revenu, soit le plus faible nombre observé depuis 1989 (765 000). La proportion d'enfants vivant dans des familles à faible revenu diminue depuis 1996, année où elle avait atteint un sommet de 16,7 %, sur la base du revenu après impôt.

Cela est la conséquence d'une amélioration générale de l'économie canadienne au cours de la même période. En 2000, un enfant sur huit vivait dans une famille à faible revenu (12,5 %). Ce taux est parmi les plus faibles estimations enregistrées au cours des 20 dernières années.

Un peu plus de la moitié des enfants au sein de familles à faible revenu vivent dans une famille biparentale. Cependant, le taux de faible revenu des enfants vivant dans une telle famille (8,5 %) est bien inférieur à celui des enfants vivant dans une famille monoparentale ayant une femme à sa tête (38 %).

Le CD-ROM *Tendances du revenu au Canada*, 1980 à 2000 (13F0022XCB, 195 \$) et la publication électronique *Le revenu au Canada*, 2000 (75-202-XIF, 34 \$) sont maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

**Données stockées dans CANSIM: tableaux 202-0101, 202-0102, 202-0201, 202-0202, 202-0301, 202-0401, 202-0403, 202-0501, 202-0601, 202-0603, 202-0701, 202-0704, 202-0802 et 202-0804.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 ([revenu@statcan.ca](mailto:revenu@statcan.ca)), Division de la statistique du revenu. □

**Certains concepts de revenu par principal type de famille**  
2000

	Revenu du marché		Transferts gouver- nementaux		Impôt sur le revenu		Revenu après impôt	
	en dollars constants de 2000	var. en % par rapport à 1999	en dollars constants de 2000	var. en % par rapport à 1999	en dollars constants de 2000	var. en % par rapport à 1999	en dollars constants de 2000	var. en % par rapport à 1999
Familles économiques de deux personnes ou plus	61 634	4,5	6 683	-3,3	13 592	6,5	54 725	3,0
Familles de personnes âgées	27 423	2,3	19 087	-2,2	7 299	9,0	39 211	-1,0
Couples autres que de personnes âgées sans enfants	63 284	2,2	3 147	-6,9	14 268	3,0	52 163	1,4
Familles biparentales avec enfants	73 175	4,0	4 052	-3,0	16 159	4,3	61 068	3,4
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	24 407	14,6	7 958	-4,4	3 284	17,7	29 081	8,4
Personnes seules	23 252	2,7	4 872	-2,2	5 169	1,2	22 955	2,0

**Faible revenu (SFR fondé sur le revenu après impôt, sur la base de 1992) par principal type de famille**  
2000

	Taux de faible revenu		Nombre de familles ayant un faible revenu	
	%	var. en % par rapport à 1999	en milliers	var. en % par rapport à 1999
Familles économiques de deux personnes ou plus	7,9	-8,1	666	-6,7
Familles de personnes âgées	2,9	7,4	34	6,3
Couples autres que de personnes âgées sans enfants	5,8	-14,7	109	-12,1
Familles biparentales avec enfants	7,4	-2,6	233	-2,1
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	33,9	-10,1	180	-12,6
Personnes seules	28,6	-5,9	1 156	-4,1

**Taux de faible revenu (SFR fondé sur le revenu après impôt, sur la base de 1992) par principal type de famille**

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	var. en %											
Familles économiques de deux personnes ou plus	7,5	8,3	9,1	9,0	10,0	9,4	9,9	10,7	10,2	8,8	8,6	7,9
Familles de personnes âgées	3,6	2,5	2,6	2,5	4,1	2,5	2,1	3,0	3,8	3,6	2,7	2,9
Couples autres que de personnes âgées sans enfants	5,1	5,8	6,6	5,5	6,6	6,3	6,8	7,1	6,5	5,6	6,8	5,8
Familles biparentales avec enfants	6,3	6,7	7,8	7,2	8,8	8,3	9,7	9,7	9,3	7,4	7,6	7,4
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	42,6	46,9	48,5	44,6	44,9	44,7	46,0	49,0	45,3	39,1	37,7	33,9
Personnes seules	28,3	28,5	31,6	30,9	31,4	30,7	30,6	33,7	33,0	30,5	30,4	28,6

### Transferts gouvernementaux moyens par principal type de famille

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	en dollars constants de 2000											
<b>Familles économiques de deux personnes ou plus</b>	6 276	6 646	7 233	7 598	7 655	7 580	7 282	7 493	7 346	7 260	6 911	6 683
Familles de personnes âgées	17 544	18 278	18 264	18 977	18 527	19 497	19 081	19 197	19 607	19 677	19 514	19 087
Couples autres que de personnes âgées sans enfants	2 979	3 133	3 536	3 921	3 975	3 837	3 663	3 814	3 849	3 832	3 379	3 147
Familles biparentales avec enfants	4 454	4 592	5 327	5 471	5 607	5 263	4 938	5 241	4 857	4 515	4 179	4 052
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	7 369	7 878	8 367	8 469	9 322	9 128	8 503	9 140	8 492	8 337	8 328	7 958
Personnes seules	4 692	4 954	5 252	5 408	5 616	5 807	5 429	5 259	5 277	5 251	4 980	4 872

### Revenu moyen pour les familles économiques et les personnes seules

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	en dollars constants de 2000											
<b>Familles économiques de deux personnes ou plus</b>												
Revenu du marché	57 455	55 993	53 917	53 362	51 947	53 204	53 447	53 640	55 248	57 913	59 000	61 634
Revenu après impôt	51 441	50 256	49 028	49 214	48 148	48 814	48 678	49 121	50 207	52 077	53 154	54 725
<b>Personnes seules</b>												
Revenu du marché	22 381	22 531	20 570	20 872	20 184	20 302	20 710	20 329	20 409	21 316	22 630	23 252
Revenu après impôt	22 335	22 412	21 213	21 658	21 222	21 393	21 413	21 046	21 219	21 775	22 500	22 955



## Services correctionnels pour adultes 2000-2001

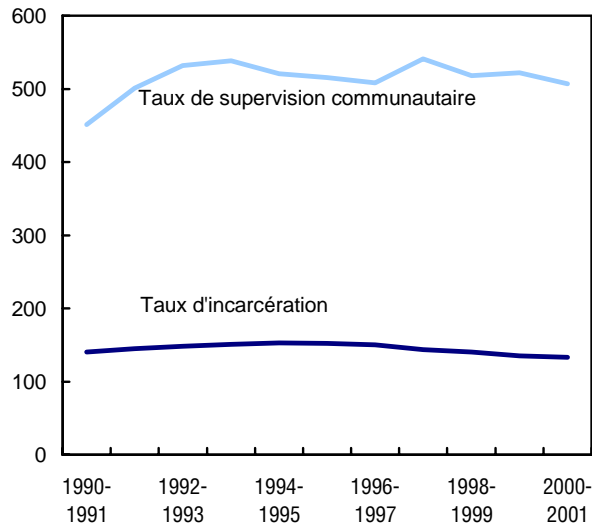
Un jour donné en 2000-2001, une moyenne de 31 500 adultes purgeaient une peine dans un pénitencier fédéral ou dans une prison provinciale ou territoriale, un nombre inchangé par rapport à celui enregistré en 1999-2000. Ce compte moyen est inférieur au sommet de 33 800 atteint en 1995-1996 et est le plus faible observé depuis 1992-1993.

Parmi ces 31 500 contrevenants, 40 % se trouvaient dans des établissements fédéraux, et 35 % dans des établissements provinciaux ou territoriaux. Environ 24 % étaient des prévenus qui attendaient de comparaître de nouveau en cour.

En outre, on dénombrait 119 900 contrevenants adultes sous une forme quelconque de surveillance dans la collectivité en 2000-2001. Près de 84 % étaient en probation, 8 % étaient visés par une condamnation avec sursis, et une autre proportion de 8 % bénéficiaient d'une liberté conditionnelle ou d'une liberté d'office. Le nombre moyen avait diminué de 2 % comparativement à 1999-2000.

### Les taux d'incarcération affichent un recul graduel alors que les taux de surveillance communautaire varient

Compte moyen pour 100 000 adultes



Le taux d'incarcération s'établissait à 133 détenus adultes pour 100 000 adultes en 2000-2001, en baisse de 2 % par rapport à 1999-2000. Ce taux a régressé de 13 % comparativement au sommet de 153 atteint en 1994-1995. Le taux d'incarcération désigne le compte moyen d'adultes sous garde (en détention temporaire, en détention provisoire ou en détention

#### Note aux lecteurs

Le présent communiqué est basé sur le Juristat annuel Services correctionnels pour adultes au Canada qui fournit des données sur les caractéristiques de la population adulte dans les services correctionnels ainsi que sur la distribution de ces services.

Deux indicateurs de base permettent de décrire l'utilisation des services correctionnels: le compte moyen des contrevenants incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité à un moment donné ainsi que le nombre d'admissions annuelles dans des établissements correctionnels ou à des programmes de surveillance dans la collectivité.

Les comptes moyens de détenus incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité à un moment quelconque fournissent un instantané de la population correctionnelle un jour donné, et ils sont ensuite utilisés pour calculer un compte moyen annuel. Les comptes moyens fournissent aux gestionnaires des services correctionnels une mesure opérationnelle utile, et ils sont utilisés comme indicateurs fiables de l'utilisation du nombre de places dans les établissements.

Les données sur les admissions sont recueillies au moment où le contrevenant arrive à l'établissement ou lorsqu'il commence à participer à un programme de surveillance dans la collectivité. Bien qu'elles décrivent et mesurent l'évolution du nombre de cas dont sont chargés les organismes correctionnels au fil du temps, elles n'indiquent pas le nombre de personnes qui utilisent les services correctionnels, étant donné que la même personne peut être incluse plusieurs fois dans les totaux annuels des admissions.

après condamnation) comparativement à la population adulte.

Même si le taux d'incarcération a fléchi, le taux de surveillance dans la collectivité pour 100 000 adultes a crû de 12 % de 1990-1991 à 2000-2001. Au cours de ces années, le taux global de personnes supervisées par les services correctionnels s'est accru de 8 %.

### Deux fois plus de contrevenants sont admis en détention que sous surveillance dans la collectivité

En 2000-2001, près de 224 400 adultes ont été admis dans des prisons provinciales ou territoriales (à l'exclusion du Nouveau-Brunswick); de ce nombre, 53 % étaient en détention provisoire en attendant une décision du tribunal, en hausse de 8 % par rapport à 1999-2000. De plus, 36 % ou 80 900 avaient été envoyés en prison après avoir été condamnés par un tribunal. Cette proportion était près de 5 % inférieure à la proportion enregistrée en 1999-2000, et de 31 % inférieure au sommet atteint en 1992-1993. Les personnes en détention temporaire, comme les personnes en détention aux fins de l'immigration, représentaient les 11 % restants. Le nombre total d'admissions dans des prisons provinciales et territoriales a régressé depuis 1992-1993.

Au total, 7 700 contrevenants adultes ont été incarcérés dans des prisons fédérales en 2000-2001.

Il s'agit d'un chiffre semblable à celui observé en 1999-2000, mais de 22 % inférieur au sommet atteint en 1993-1994. De ce total, 55 % ont été admis à la suite d'une condamnation, 42 %, à la suite de la révocation de la liberté conditionnelle, et le reste, pour d'autres raisons.

En 2000-2001, 109 500 adultes ont été inscrits à des programmes communautaires, en hausse de 3 % par rapport à 1999-2000. La majorité d'entre eux (75 %) étaient en probation, alors que 16 % étaient visés par une condamnation avec sursis, et que 10 % bénéficiaient d'une autre forme quelconque de liberté sous condition, comme la liberté conditionnelle ou la liberté d'office.

Dans l'ensemble, les adultes qui commençaient une peine de probation constituaient 24 % de toutes les admissions dans le système correctionnel en 2000-2001. Les adultes visés par une condamnation avec sursis en constituaient 5 % et les adultes bénéficiant d'une liberté conditionnelle ou d'une liberté d'office, 3 %. Les autres, soit 69 % de ces adultes, étaient sous garde.

### Plus de la moitié des détenus sous responsabilité fédérale étaient incarcérés pour des crimes de violence

Plus de la moitié (53 %) des admissions dans un établissement fédéral l'étaient pour des infractions de violence, particulièrement pour le vol qualifié et divers niveaux de voies de fait, alors que les crimes contre les biens représentaient une proportion de 18 % et les infractions reliées aux drogues, une proportion de 17 %.

Dans les prisons provinciales ou territoriales, une proportion plus élevée d'admissions étaient liées à des crimes de violence, comparativement aux crimes contre les biens, seulement au Manitoba (46 % contre 21 %) et en Saskatchewan (31 % contre 19 %).

Les trois quarts de toutes les admissions dans des établissements provinciaux ou territoriaux en 2000-2001 étaient pour une durée trois mois ou moins. Environ les deux tiers de toutes les admissions après condamnation dans des établissements fédéraux duraient moins de quatre ans. Les contrevenants sous responsabilité fédérale purgeant une peine à perpétuité ne représentaient que 4 % de toutes les admissions après condamnation dans ces établissements, soit à peu près la même proportion qu'en 1999-2000.

### Les coûts liés à la surveillance des contrevenants continuent de croître

En 2000-2001, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont consacré 2,5 milliards

de dollars aux systèmes correctionnels pour adultes, contre 2,4 milliards de dollars en 1999-2000.

Les trois quarts de ce montant ont été dépensés pour des services dans les établissements, et le reste, pour des programmes de surveillance dans la collectivité, les bureaux centraux et les commissions des libérations conditionnelles. Si l'on tient compte de l'inflation, le total des dépenses de fonctionnement a crû de 17 % par rapport à 1995-1996.

### Dépenses par détenu 2000-2001

	Coûts d'exploitation des établissements <sup>1</sup>		Coût par détenu	
	en millier de dollars	var. en %	en dollars	var. en %
Terre-Neuve-et-Labrador	17 626	-1	167	-4
Île-du-Prince-Édouard	4 248	1	136	-3
Nouvelle-Écosse	19 800	0	159	3
Nouveau-Brunswick	11 509	-7	88	2
Québec	135 437	11	115	8
Ontario	423 047	9	152	5
Manitoba	46 897	8	115	7
Saskatchewan	51 792	5	126	6
Alberta	66 417	8	96	12
Colombie-Britannique	146 491	6	161	10
Yukon	6 097	2	315	19
Territoires du Nord-Ouest	13 875	39	199	71
Nunavut	4 725	39	145	-10
<b>Total provincial et territorial</b>	<b>947 961</b>	<b>8</b>	<b>137</b>	<b>7</b>
<b>Total fédéral</b>	<b>879 300</b>	<b>1</b>	<b>189</b>	<b>3</b>
<b>Total</b>	<b>1 827 261</b>	<b>5</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

.. Nombres indisponibles pour toute période de référence.

<sup>1</sup> Excluant les dépenses des bureaux centraux, des services de surveillance communautaire et des commissions des libérations conditionnelles.

Les dépenses fédérales de fonctionnement au chapitre des services correctionnels (y compris pour les libérations conditionnelles) se sont élevées à 1,3 milliard de dollars, en hausse de 23 % comparativement à 1995-1996 après correction en fonction de l'inflation. Les dépenses au chapitre des services correctionnels dans les provinces et les territoires se sont chiffrées à 1,2 milliard de dollars, en hausse de 12 % par rapport à 1995-1996.

Le coût quotidien moyen du logement d'un détenu dans un pénitencier fédéral s'est établi à 189 \$ après correction en fonction de l'inflation, en hausse de 3 % par rapport à 1999-2000. Dans le cas des détenus sous responsabilité provinciale ou territoriale, le coût quotidien moyen a augmenté de 7 % pour se situer à 137 \$.

La publication *Le Juristat: les services correctionnels pour adultes au Canada*,



2000-2001, vol. 22, n° 10 (85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) et la publication *Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2000-2001* (85-211-XIF, 28 \$) sont maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. Télécopieur: (613) 951-6615. ■

## AUTRES COMMUNIQUÉS

### Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés

Septembre 2002 (données provisoires)

Les ventes de produits pétroliers raffinés ont totalisé 7 957 100 mètres cubes en septembre, en hausse de 9,4 % par rapport à septembre 2001. Les ventes ont augmenté dans six des sept principaux groupes de produits, entraînées par celles d'essence à moteur (+116 300 mètres cubes ou +3,7 %). Les ventes de mazout lourd (+157 500 mètres cubes ou +32,1 %) et de carburant diesel (+117 800 mètres cubes ou +6,1 %) ont enregistré les hausses de volume les plus marquées.

### Ventes des produits pétroliers raffinés

	Sept. 2001 <sup>r</sup>	Sept. 2002 <sup>p</sup>	Sept. 2001 à sept. 2002 var. en %
	en milliers de mètres cubes		
<b>Total, tous les produits</b>	<b>7 274,6</b>	<b>7 957,1</b>	<b>9,4</b>
Essence à moteur	3 169,1	3 285,4	3,7
Carburant diesel	1 919,5	2 037,3	6,1
Mazout léger	244,1	236,8	-3,0
Mazout lourd	489,7	647,2	32,1
Carburéacteurs pour turboréacteurs	465,1	470,9	1,2
Charges pétrochimiques <sup>1</sup>	177,4	288,1	62,5
Tous les autres produits raffinés	809,7	991,4	22,4
	Janv. à sept. 2001 <sup>r</sup>	Janv. à sept. 2002 <sup>p</sup>	Janv.-sept. 2001 à janv.-sept. 2002
<b>Total, tous les produits</b>	<b>70 686,2</b>	<b>70 018,8</b>	<b>-0,9</b>
Essence à moteur	29 073,3	29 705,1	2,2
Carburant diesel	17 065,7	16 876,3	-1,1
Mazout léger	3 545,7	3 395,7	-4,2
Mazout lourd	6 251,2	4 819,1	-22,9
Carburéacteurs pour turboréacteurs	4 558,4	4 456,2	-2,2
Charges pétrochimiques 1	3 238,5	3 485,5	7,6
Tous les autres produits raffinés	6 953,5	7 281,0	4,7

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

<sup>1</sup> Matières produites par les raffineries et utilisées par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques, du caoutchouc synthétique et d'une variété de plastiques.

Les ventes d'essence de la catégorie super (+12,5 %), ordinaire sans plomb (+2,9 %) et

intermédiaire (+0,2 %) ont progressé par rapport à septembre 2001.

Les ventes cumulatives de produits pétroliers ont diminué de 0,9 % (-667 400 mètres cubes) par rapport à la même période en 2001. Les ventes ont régressé dans quatre des sept principaux groupes de produits. Le mazout lourd a enregistré la baisse la plus marquée (-1 432 100 mètres cubes ou -22,9 %). Les ventes cumulatives d'essence à moteur ont crû de 631 800 mètres cubes ou de 2,2 % par rapport à la même période en 2001.

### Données stockées dans CANSIM: tableau 134-0004.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 ([energ@statcan.ca](mailto:energ@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

### Enquête sur l'industrie de la construction 2000

À l'échelon national, les revenus ont augmenté subitement dans l'industrie de la construction en 2000, les entrepreneurs ayant profité de facteurs tels que de faibles taux d'inoccupation des logements locatifs et une forte demande de locaux commerciaux.

Selon l'Enquête sur l'industrie de la construction, le total des revenus a atteint 121,0 milliards de dollars, en hausse de 13,2 milliards de dollars ou de 12,3 % par rapport aux données révisées de 1999. Les principaux facteurs à l'origine de l'augmentation du total des revenus ont été l'installation d'équipements techniques (+3,3 milliards de dollars ou +16,1 %), la construction résidentielle (+2,6 milliards de dollars ou +12,2 %) et la construction non résidentielle (+1,8 milliard de dollars ou +10,6 %).

Les dépenses totales se sont accrues encore plus que le total des revenus, en hausse de 115,2 milliards de dollars ou de 15,4 % par rapport à 1999. Le taux de variation annuelle des dépenses totales en 2000 était presque le double de celui enregistré en 1999 (+9,3 %).

En 2000, les matériaux et les fournitures de construction représentaient 31,0 % des dépenses d'exploitation, ce qui constitue la plus grande part des dépenses. Venaient ensuite le travail en sous-traitance (27,6 %) ainsi que les salaires, les traitements et les

avantages sociaux (23,7 %). Ces trois catégories regroupées représentaient 82,3 % du total des dépenses d'exploitation.

L'industrie a réalisé une marge bénéficiaire de 4,5 % en 2000, en baisse comparativement à 7,1 % en 1999 et à 5,6 % en 1998. De façon générale, les entreprises spécialisées ont été plus rentables que les entreprises principales, tout comme en 1999 et en 1998.

Le secteur de la finition intérieure de bâtiments a été le plus rentable (11,4 %); tout comme en 1999 et en 1998. Étant donné le climat généralement favorable pour l'industrie, aucun groupe d'entrepreneurs n'a subi de perte en 2000.

À l'échelon provincial, le total des revenus en Ontario a connu une hausse de 7,2 milliards de dollars (+16,9 %) en 2000 comparativement au total observé en 1999. Au Québec, le total des revenus a crû de 2,1 milliards de dollars (+10,6 %). Dans ces deux provinces, la construction résidentielle et l'installation d'équipements techniques constituaient environ 40 % de l'augmentation.

En Colombie-Britannique, la construction a connu un redressement, en hausse de 1,4 milliard de dollars (+9,9 %), à la suite d'une chute de 53 millions de dollars (-0,4 %) enregistrée en 1999. Les principaux facteurs à l'origine de cette hausse ont été l'installation d'équipements techniques et la construction non résidentielle (la plupart étant liés à des investissements institutionnels et gouvernementaux).

Le total des revenus de ces industries a augmenté respectivement de 297,9 millions de dollars (+12,9 %) et de 257,9 millions de dollars (+12,8 %) comparativement à 1999.

Dans toutes les provinces, les matériaux et les fournitures de construction constituaient la plus grande proportion du total des dépenses d'exploitation, à l'exception de l'Alberta où le travail de sous-traitance représentait la plus importante dépense. Au Canada atlantique et au Québec, les salaires, les traitements et les avantages sociaux formaient une plus grande proportion des dépenses qu'en Ontario et que dans l'Ouest canadien.

Au Canada atlantique et en Colombie-Britannique, les marges bénéficiaires étaient généralement plus faibles qu'au Québec, qu'en Ontario et que dans les Prairies. L'Île-du-Prince-Édouard a été la seule province où le total des marges bénéficiaires ont crû par rapport à 1999, ce qui s'explique par la rentabilité accrue du secteur des entreprises principales.

#### Données stockées dans CANSIM: tableau 034-0001.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-94971 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 ([construction@statcan.ca](mailto:construction@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

#### Revenu total dans l'industrie de la construction

	1998 <sup>r</sup>	1999 <sup>r</sup>	2000 <sup>p</sup>	1998 à 1999	1999 à 2000
	en milliards de dollars			var. en %	
<b>Construction</b>	<b>96,7</b>	<b>107,4</b>	<b>120,6</b>	<b>11,0</b>	<b>12,3</b>
Entrepreneurs principaux	54,7	60,3	67,1	10,3	11,2
Lotissement et aménagement de terrains	4,7	4,6	5,3	-2,5	15,6
Construction de bâtiments	34,4	38,2	42,6	11,0	11,5
Construction résidentielle	19,7	21,2	23,8	7,9	12,2
Construction non résidentielle	14,7	17,0	18,8	15,2	10,6
Travaux de génie	14,0	15,5	16,8	10,8	8,6
Gestion de construction	1,6	2,0	2,4	26,5	15,5
Entrepreneurs spécialisés	42,0	47,0	53,5	12,0	13,7
Préparation du terrain	5,2	5,5	6,0	5,7	9,8
Travaux de gros oeuvre	4,0	4,8	5,3	20,3	10,0
Finition extérieure de bâtiments	5,3	6,1	7,0	15,9	14,7
Finition intérieure de bâtiments	7,6	8,4	9,3	10,5	10,9
Installation d'équipements techniques	18,2	20,2	23,5	11,1	16,1
Autres entrepreneurs spécialisés	1,7	2,0	2,3	17,4	18,2

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

## Revenu total dans l'industrie de la construction

	1998 <sup>r</sup>	1999 <sup>r</sup>	2000 <sup>p</sup>	1998 à 1999	1999 à 2000
	en milliards de dollars			var. en %	
<b>Canada</b>	<b>96,7</b>	<b>107,4</b>	<b>120,6</b>	<b>11,0</b>	<b>12,3</b>
Provinces de l'Atlantique	4,9	5,8	6,3	18,1	8,3
Terre-Neuve-et-Labrador	0,9	1,0	1,1	11,5	9,4
Île-du-Prince-Édouard	0,3	0,4	0,4	13,4	17,6
Nouvelle-Écosse	2,1	2,5	2,7	20,3	10,7
Nouveau-Brunswick	1,7	2,0	2,1	19,7	3,2
Québec	18,2	20,2	22,3	10,9	10,6
Ontario	36,3	42,5	49,6	17,1	16,9
Provinces des Prairies	22,3	23,9	25,8	7,0	8,2
Manitoba	2,8	3,2	3,3	12,8	3,0
Saskatchewan	2,5	2,5	2,7	0,6	7,4
Alberta	17,0	18,2	19,8	7,0	9,2
Colombie-Britannique	14,6	14,6	16,0	-0,4	9,9
Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	0,4	0,5	0,5	19,1	10,5
Yukon	0,1	0,1	0,1	6,2	-0,6
Territoires du Nord-Ouest	0,2	0,2	0,3	30,8	14,9
Nunavut	0,1	0,1	0,1	15,5	15,9

*r* Données révisées.

*p* Données provisoires.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

## Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois

Août 2002

En août, les arrivages de bois à pâte ont atteint 2 616 174 mètres cubes, en hausse de 3,6 % par rapport aux 2 524 683 mètres cubes observés en août 2001. Les arrivages de déchets de bois ont augmenté de 4,5 %, passant de 6 858 782 mètres cubes en août 2001 à 7 166 490 mètres cubes en août 2002. La consommation de bois à pâte et de déchets de bois a totalisé 10 001 618 mètres cubes, en hausse de 13,3 % comparativement aux 8 829 621 mètres cubes enregistrés en août 2001.

Les stocks de fermeture pour le bois à pâte et les déchets de bois se sont établis à 10 833 233 mètres cubes, en baisse de 18,0 % par rapport aux 13 217 723 mètres cubes affichés en août 2001. Le total cumulatif pour la consommation de bois à pâte et de déchets de bois a crû de 0,1 %, passant de 76 533 594 mètres cubes en 2001 à 76 596 940 mètres cubes en 2002.

**Nota:** Étant donné que l'Enquête sur les statistiques de bois à pâte et de déchets de bois a été annulée, ce communiqué ainsi que le numéro d'août 2002 de la publication *Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois* sont les derniers à paraître.

## Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0008.

Le numéro d'août 2002 de *Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois*, vol. 45, n° 8 (25-001-XIB, 6 \$ / 55 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

## Scieries et ateliers de rabotage

Août 2002

Malgré l'imposition de pénalités par les États-Unis, la production de bois d'oeuvre des scieries canadiennes a augmenté de 2,5 % en août par rapport à juillet, pour s'établir à 5 804,5 milliers de mètres cubes.

Cette hausse est surtout attribuable au fait qu'au Québec les baisses saisonnières habituelles ont été plus importantes en juin et en juillet. La production s'est accrue de 31,7 % en août par rapport à juillet. Cependant, plusieurs scieries sont restées fermées au Québec et sur la côte ouest de la Colombie-Britannique.

La production cumulative pour la période de janvier à août s'est chiffrée à 48 538,4 milliers de mètres cubes, en hausse de 1,7 % par rapport aux 47 704,5 milliers de mètres cubes produits durant la même période en 2001.

En août, les livraisons des scieries se sont établies à 6 085,7 milliers de mètres cubes, en hausse de 2,6 % par rapport à juillet et de 5,6 % comparativement à la même période en 2001.

Les livraisons de bois d'oeuvre ayant augmenté plus rapidement que la production, les stocks de fermeture ont diminué de 3,3 % par rapport à juillet, pour se fixer à 8 548,7 milliers de mètres cubes en août.

Parallèlement à l'augmentation des livraisons, les exportations de bois d'oeuvre, telles que mesurées par la Division du Commerce International, ont crû de 8,5 % par rapport à juillet (données non désaisonnalisées), pour s'établir à 4 266,5 milliers de mètres cubes en août. Il s'agit d'une deuxième hausse mensuelle observée à la suite d'une baisse importante de 35,7 % enregistrée en juin en raison de l'imposition de pénalités imposées par les États-Unis. Ce rattrapage est survenu au moment où les mises en chantier étaient en baisse pour un troisième mois consécutif aux États-Unis.

Les prix du bois d'oeuvre et de sciage, selon l'Indice des prix des produits industriels, ont fléchi de 1,4 %. Cette baisse des prix s'explique en partie par une offre excédentaire de bois d'oeuvre sur le marché.

**Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0009.**

Le numéro d'août 2002 de la publication *Scieries et ateliers de rabotage*, vol. 56, n° 8 (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## NOUVEAUX PRODUITS

**Tendances du revenu au Canada, 1980 à 2000**  
Numéro au catalogue: **13F0022XCB** (195 \$).

**Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois,**  
août 2002, vol. 45, n° 8  
Numéro au catalogue: **25-001-XIB** (6 \$/55 \$).

**Scieries et ateliers de rabotage,** août 2002, vol. 56,  
n° 8  
Numéro au catalogue: **35-003-XIB** (9 \$/86 \$).

**Le revenu au Canada, 2000**  
Numéro au catalogue: **75-202-XIF** (34 \$).

**Juristat, Les services correctionnels pour adultes**  
**au Canada, 2000-2001,** vol. 22, n° 10  
Numéro au catalogue: **85-002-XIF** (8 \$/70 \$).

**Juristat, Les services correctionnels pour adultes**  
**au Canada, 2000-2001,** vol. 22, n° 10  
Numéro au catalogue: **85-002-XPF** (10 \$/93 \$).

**Services correctionnels pour adultes au Canada,**  
**tableaux des données, 2000-2001**  
Numéro au catalogue: **85-211-XIF** (28 \$).

**Statistique des sciences,** vol. 26, n° 5  
Numéro au catalogue: **88-001-XIB** (6 \$/59 \$).

**Les jeunes au Canada, 2002**  
Numéro au catalogue: **89-511-XPF** (39 \$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

**Pour commander les produits par téléphone:**

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez:	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	<b>1 877 287-4369</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	<b>1 800 700-1033</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet:** écrivez à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)) sous les rubriques *Nos produits et services*, puis *Publications payantes* (\$).

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-00000001



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30

---

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

---



**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

---

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

---



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.